



L'ESTONIE ADOPTE L'EURO ET POURSUIT SA STRATEGIE FINLANDAISE

Philippe Perchoc

(ATER à l'Institut d'études européennes de la Sorbonne nouvelle)

L'Union européenne ne débute pas l'année 2011 sous les meilleurs auspices. La crise économique est profonde et celle de la gouvernance économique plus encore. Dans cette période de pessimisme européen, l'entrée d'un nouvel Etat membre dans la zone euro peut sembler difficile à expliquer.

Il est nécessaire pour le faire de revenir sur les dernières décennies de l'histoire estonienne. Pour se convaincre de leur importance, il suffit de prêter attention à la polémique suscitée par les frontières du pays dessinées sur les pièces de deux euros estoniennes. En effet, cela choquera bien peu de Français mais beaucoup d'habitants de l'Estonie sont restés stupéfaits en découvrant la pièce : les frontières du pays sont celles de l'entre-deux-guerres. Après la réoccupation de l'Estonie par l'Union soviétique en 1944, la première a perdu une partie de son territoire au profit de la république de Russie. Depuis l'indépendance estonienne en 1991, aucun accord juridique n'a été conclu entre les deux pays puisque les Estoniens insistent pour que le traité de frontière fasse référence à l'occupation soviétique,

ce que refuse la Douma (chambre basse du parlement) russe¹. Les euros estoniens ne font que refléter ce différend historique et l'on a du mal à accorder foi aux dénégations de la Banque centrale estonienne qui affirme qu'il s'agit d'une « erreur de l'artiste ».

Cette polémique montre bien à quel point la question historique reste centrale dans la vie politique estonienne. Elle illustre aussi la stratégie que le pays a mis en œuvre depuis 1991 : l'intégration rapide à l'OTAN et à l'Union européenne. Concernant cette dernière, l'Estonie en a fait rapidement sa priorité numéro un. Dans les années 1990, Tallinn a scrupuleusement appliqué les mesures économiques drastiques préconisées par Bruxelles et par Washington. Pour cette raison, le pays a adopté dès 1992 le système du *currency board* et une parité fixe entre la couronne estonienne et le Deutschemark, puis l'euro. L'Estonie a ainsi très tôt abandonné une portion de sa souveraineté monétaire au profit de la stabilisation macroéconomique, ce qui explique en partie qu'elle fut le seul Etat Balte qualifié en 1997 pour la première vague d'élargissement de l'Union européenne. Depuis, Tallinn a continué à développer une stratégie internationale copiée sur celle de Helsinki.

La Finlande était considérée comme un Etat balte dans les années 1920 et 1930. Après la Seconde Guerre mondiale, elle s'est progressivement rapprochée des Etats scandinaves sous le nouveau label de « nordique » et a systématiquement tenté de compenser sa situation périphérique par une volonté d'apparaître au cœur des politiques qu'elle partageait avec ses voisins. Cette stratégie a trouvé un prolongement naturel avec l'entrée dans l'Union européenne. Helsinki a toujours fait preuve d'une attitude volontariste, notamment vis-à-vis de l'euro. La Finlande a ainsi été le seul Etat nordique de l'Union européenne à figurer parmi les membres fondateurs de la monnaie unique quand la Suède et le Danemark ont toujours refusé l'euro. L'Estonie tente de faire après la guerre froide ce que la Finlande a réalisé après la Seconde Guerre mondiale : devenir un Etat à la fois nordique et pleinement européen. Il faut rappeler que les deux Etats sont très liés culturellement par la langue (toutes deux finno-ougriennes) et par la culture. Leurs hymnes nationaux ont la même mélodie et en 2011, les deux pays abriteront les capitales européennes de la culture (Tallinn et Turku). Pendant la période soviétique, la Finlande était la fenêtre de l'Estonie sur

¹ En 1918-1921, l'Estonie est reconnue internationalement dans des frontières plus larges que celles qui sont les siennes aujourd'hui. En 1945, une partie de son territoire est inclus dans la République russe de l'URSS. A la fin de la guerre froide, Tallinn réclamera le retour à ses frontières antérieures, affirmant que celles-ci ont été modifiées durant l'occupation soviétique. Compte tenu de la composition ethnique des territoires perdus (russes à 100%) et de la dissymétrie du rapport de force, cette réclamation n'avait qu'une valeur morale. Un traité frontalier a été négocié entre l'Estonie et la Russie mais celui-ci n'a jamais été ratifié.

l'Europe. On pouvait assez facilement capter les radios et télévisions finlandaises à partir de la République balte, ce qui alimentait la dissidence estonienne. Après la chute de l'URSS, Helsinki a mené une politique constante d'assistance à Tallinn : aides économiques, dons de matériels, échanges administratifs et militaires, investissements directs.

Avec l'adoption de l'euro, l'Estonie tente de prouver que la publicité de son office du tourisme « le plus petit pays nordique » n'est pas un simple slogan. Les autorités ont compris que leur intégration au cœur du système européen était un moyen de renforcer leur indépendance. Lors des émeutes qui ont eu lieu en 2007 à Tallinn après le déplacement par le gouvernement d'une statue édifée en mémoire du libérateur soviétique, l'Union européenne a fermement condamné l'ingérence de Moscou ainsi que les cyber-attaques dont l'Estonie a été victime. Le pays a alors pris conscience de la dimension protectrice de son adhésion européenne, celle-ci dépassant le strict plan économique. Il est d'ailleurs symptomatique que les euros estoniens soient le support de la résurgence du débat sur les frontières du pays et donc sur son occupation. La Banque centrale a néanmoins fait savoir que « cette erreur sera vite corrigée » pour faire apparaître les frontières actuelles du pays sur les pièces. On peut donc affirmer qu'au-delà de sa dimension protectrice, l'Union européenne est aussi un élément modérateur en Estonie.